

DEVIS
POUR
PARCS CANADA
RÉPARATIONS STRUCTURELLES PROVISOIRES
LIEU HISTORIQUE NATIONAL ALEXANDER-GRAHAM-BELL
BADDECK (N.-É.)

Projet de Parcs Canada n° : 1215
Date : août 2021

Agence Parcs Canada

Réparations structurelles provisoires

Août 2021

Lieu historique national Alexander-Graham-Bell

Page 1

Émis aux fins de l'appel d'offres

PARCS CANADA

RÉPARATIONS STRUCTURELLES PROVISOIRES

LIEU HISTORIQUE NATIONAL ALEXANDER-GRAHAM-BELL

BADDECK (N.-É.)

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 01</u>	<u>Exigences générales</u>	
01 11 00	Instructions générales	6
01 14 10	Planification et gestion	2
01 33 00	Procédures de soumission	3
01 35 29	Exigences en matière de santé et de sécurité	11
01 35 43	Protection de l'environnement	4
01 74 11	Nettoyage	2
01 77 00	Clôture	2
<u>Liste des dessins</u>		
S-100	PERSPECTIVE 3D ET NOTES	
S-101	Plans des étages	
S-102	RENFORCEMENT GL-1	
S-103	RENFORCEMENT GL-9	
S-104	RENFORCEMENT GL-9	

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Description des travaux

- .1 Les travaux seront réalisés au musée du lieu historique national Graham-Bell à Baddeck, en Nouvelle-Écosse.
- .2 Les travaux dans le cadre du présent contrat comprennent la fourniture de tous les matériaux, de la main-d'œuvre, de l'équipement et des accessoires, tout ce qui est nécessaire à l'achèvement des travaux, tel qu'indiqué sur les dessins et tel que décrit dans les spécifications et les notes. Les travaux sur ce projet consistent généralement en ce qui suit, sans toutefois s'y limiter :
 - .1 Fourniture et installation d'armatures en acier de construction et de supports de poutres, y compris l'étaieement provisoire.
- .3 Tous les travaux doivent être effectués conformément aux règlements fédéraux et provinciaux applicables aux organismes ayant compétence pour les travaux. Les travaux sont assujettis à la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, au Code canadien du travail et à la loi sur la santé et la sécurité au travail de la N.-É. et à son règlement.
- .4 L'entrepreneur est informé que d'autres travaux de construction peuvent être exécutés par d'autres personnes à différents endroits au cours de la période du présent contrat. L'entrepreneur doit coopérer avec d'autres entrepreneurs dans les limites du projet.

1.2 Familiarisation

- .1 Avant de présenter une soumission, il est recommandé que les soumissionnaires visitent les lieux pour examiner et vérifier le type, la nature et la portée des travaux, les matériaux, les installations temporaires nécessaires ainsi que les accès au chantier.
- .2 Avant de visiter les lieux, les entrepreneurs, les soumissionnaires ou leurs invités doivent examiner la section 01 35 29 – Exigences en matière de santé et de sécurité. Toutes les

mesures de sécurité pertinentes doivent être prises pour toutes les visites des lieux, que ce soit avant ou après l'acceptation de la soumission.

- | | | |
|---|----|---|
| <u>1.3 Interprétation des documents</u> | .1 | En plus de l'article de l'ordre de préséance des conditions générales du contrat, les sections de la division 01 ont préséance sur les sections de spécifications techniques dans d'autres divisions du manuel de spécifications et sur les dessins. |
| <u>1.4 Terme « ingénieur »</u> | .1 | Sauf indication contraire expresse, le terme « ingénieur », lorsqu'il est utilisé dans les spécifications et sur les dessins, désigne le représentant ministériel tel que défini dans les conditions générales du contrat. |
| <u>1.5 Éléments servant au calcul du paiement</u> | .1 | Aviser le représentant ministériel suffisamment à l'avance des opérations pour permettre le calcul du paiement. |
| <u>1.6 Entretien des ouvrages pendant la construction</u> | .1 | Entretenir les ouvrages pendant la construction. Entreprendre des travaux d'entretien continus et efficaces jour après jour, avec l'équipement et les forces adéquats afin que le lieu de travail soit continuellement maintenu dans un état satisfaisant pour le représentant ministériel. |
| <u>1.7 Codes et normes</u> | .1 | Les matériaux et les travaux exécutés doivent être conformes ou supérieurs aux normes applicables de l'Office des normes générales du Canada (ONGC), de l'Association canadienne de normalisation (CSA), de la Société américaine pour les essais et les matériaux et d'autres organismes de normalisation. |
| | .2 | Se conformer à la dernière révision de toute norme référencée telle qu'elle a été réaffirmée ou révisée à la date de spécification. Les normes ou codes non datés sont réputés être des éditions en vigueur à la date de l'appel d'offres. |
| <u>1.8 Travaux à l'intérieur des limites du site</u> | .1 | Les limites figurant au contrat doivent être strictement respectées et toutes les |

précautions doivent être prises pour réduire au minimum les dommages environnementaux et les perturbations de la végétation, de l'habitat faunique et des structures ou services existants, tant sur les chantiers de construction que sur les sites d'entreposage.

- .2 Si des dommages surviennent pendant la construction, l'entrepreneur est tenu d'assumer les frais de restauration immédiate de ces zones endommagées à la satisfaction du représentant ministériel.
- .3 Si l'entrepreneur ne répare pas les dommages à la satisfaction du représentant ministériel, le représentant ministériel peut faire effectuer les réparations par d'autres personnes aux frais de l'entrepreneur.
- .4 L'entrepreneur doit s'assurer que les travaux contractuels respectent les normes énoncées dans les spécifications et les dessins du contrat.

1.9 Documents requis

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants :
 - .1 Dessins du contrat.
 - .2 Spécifications.
 - .3 Addenda.
 - .4 Dessins examinés.
 - .5 Ordres de modification.
 - .6 Autres modifications au contrat.
 - .7 Copie du calendrier des travaux approuvé.
 - .8 Rapports d'essais sur le terrain.
 - .9 Instructions d'installation et d'application du fabricant.
 - .10 Plan de santé et de sécurité propres au site et autres documents liés à la sécurité.
 - .11 Autres documents stipulés ailleurs dans les documents contractuels.

1.10 Représentant ministériel

- .1 Un représentant ministériel sera désigné après l'attribution du contrat.

1.11 Calendrier des travaux

- .1 Fournir au représentant ministériel par écrit et dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, un calendrier de construction détaillé. Le calendrier doit indiquer les travaux proposés à entreprendre et les dates d'achèvement prévues pour chaque catégorie de travaux.

- 1.12 Services sanitaires .1 L'entrepreneur doit fournir et entretenir des installations sanitaires à l'usage des travailleurs aux endroits précisés par le représentant ministériel. La mise à disposition d'installations sanitaires doit satisfaire aux exigences des lois et des autorités du gouvernement provincial et des municipalités.
- 1.13 Utilisation du site par l'entrepreneur .1 Le représentant ministériel précisera les zones de travail et d'entreposage.
- 1.14 Réunions de projet .1 Après avoir reçu le calendrier de l'entrepreneur, l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité, et avant le début des travaux de construction, une réunion à laquelle participeront l'entrepreneur, le représentant ministériel et Parcs Canada aura lieu à un endroit et à un moment qui seront déterminés par le représentant ministériel. Cette réunion permettra d'examiner les répercussions du contrat, la conception, le calendrier des travaux, la santé et la sécurité, les méthodes de construction et les méthodes de protection de l'environnement.
- .2 Des examens intermédiaires de l'état d'avancement des travaux en fonction du calendrier des travaux seront effectués conformément au calendrier décidé par le représentant du ministère et mis à jour par l'entrepreneur en collaboration avec le représentant ministériel et avec son approbation.
- .3 Aucun travail ne commencera tant que la réunion de préalable à la construction n'aura pas eu lieu et que toutes les soumissions n'auront pas été approuvées.
- .4 À la suite de la réunion préalable à la construction et de l'approbation des soumissions, les travaux seront effectués pour respecter les contraintes de temps et faire en sorte que le projet soit terminé à temps.
- 1.15 Coupe et retouche .1 Couper et retoucher au besoin pour adapter

l'ouvrage.

- .2 Lorsqu'un nouvel ouvrage est relié à un ouvrage existant qui est modifié, couper, retoucher et faire en sorte que l'ouvrage s'adapte à l'ouvrage existant.

1.16 Dessins
supplémentaires

- .1 Le représentant ministériel peut fournir des dessins supplémentaires à des fins de précision. Ces dessins supplémentaires ont la même signification et la même intention que s'ils étaient inclus dans les plans mentionnés dans les documents contractuels.

1.17 Reliques, antiquités
et habitat faunique

- .1 Protéger les reliques, les antiquités, l'habitat faunique, les objets d'intérêt historique ou scientifique tels que les pierres angulaires et le contenu, les sites de nidification d'animaux, les plaques commémoratives, les tablettes avec inscriptions et les objets similaires trouvés au cours des travaux.
- .2 Aviser immédiatement le représentant ministériel et attendre ses instructions écrites avant de poursuivre les travaux dans cette zone.
- .3 Les reliques, les antiquités et les objets d'intérêt historique ou scientifique demeurent la propriété du Canada.

1.18 Permis et
autorisations

- .1 L'entrepreneur doit obtenir et payer les permis des autorités, comme l'exigent l'ensemble des opérations et des travaux de construction. Il doit également se conformer à tous les règlements pertinents de toutes les autorités ayant compétence sur les travaux. L'entrepreneur doit fournir des copies de tous les permis au représentant ministériel avant de commencer les travaux. L'entrepreneur est responsable de l'obtention de tous les permis, inspections et approbations applicables requis et doit payer tous les frais à cet égard.

1.19 Protection

- .1 Entreposer tous les matériaux et équipements à intégrer aux travaux afin de prévenir les dommages par quelque moyen que ce soit.

- .2 Réparer et remplacer tous les matériaux ou équipements endommagés pendant le transport ou l'entreposage à la satisfaction du représentant ministériel et sans frais pour le Canada.
- .3 L'entrepreneur prendra les précautions adéquates pour protéger les structures existantes lors de l'utilisation de l'équipement et de l'exécution des travaux.
- .4 Prendre soin de ne pas obstruer ou endommager les biens publics ou privés dans la zone.
- .5 À la fin des travaux, restaurer la zone à son état d'origine. Les dommages au terrain et aux biens doivent être réparés par l'entrepreneur. Enlever tous les matériaux de construction, résidus, excès, etc., et laisser le site dans un état acceptable pour le représentant ministériel.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Soumissions

- .1 Dès l'acceptation de l'offre et avant le début des travaux, soumettre au représentant ministériel les documents de gestion des travaux suivants :
 - .1 Calendrier de travail tel que précisé dans le présent document.
 - .2 Plan de santé et de sécurité tel que précisé à la section 01 35 29 - Exigences en matière de santé et de sécurité.

1.2 Calendrier des travaux

- .1 Après l'acceptation de l'offre, présenter un calendrier des travaux dans les cinq (5) jours civils suivant l'attribution du contrat.
- .2 Le calendrier doit indiquer toutes les dates, du début à l'achèvement de tous les travaux, dans les délais indiqués dans l'offre acceptée.
- .3 Fournir suffisamment de détails dans le calendrier pour illustrer clairement l'ensemble du plan de mise en œuvre, décrivant une coordination efficace des tâches et des ressources, pour terminer les travaux à temps et permettre un suivi efficace de l'avancement des travaux par rapport aux jalons établis.
- .4 Le contenu du calendrier des travaux doit inclure au minimum les éléments suivants :
 - .1 Un graphique à barres (GANTT), indiquant toutes les activités de travail, les tâches et les autres éléments du projet, leurs durées prévues, les dates prévues pour la réalisation des activités clés et les jalons majeurs du projet appuyés par :
 - .1 une description écrite des éléments clés des travaux illustrés dans un graphique à barres, fournissant suffisamment de détails pour démontrer un plan de mise en œuvre raisonnable pour l'achèvement du projet dans les délais prévus;
 - .2 en général, les graphiques à barres dérivés d'un système informatisé de gestion de projet disponible dans le commerce sont préférables, mais

pas obligatoires.

- .5 Planifier les travaux en collaboration avec le représentant ministériel.
- .6 Le calendrier achevé doit être approuvé par le représentant ministériel. Une fois approuvé, prendre les mesures nécessaires pour terminer les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier sans l'approbation du représentant ministériel.
- .7 S'assurer que tous les sous-traitants sont informés des restrictions de travail et des restrictions opérationnelles précisées.
- .8 Mises à jour du calendrier :
 - .1 À soumettre à la demande du représentant ministériel.
 - .2 Fournir des renseignements et des détails pertinents expliquant les raisons des changements nécessaires au plan de mise en œuvre.
 - .3 Cerner les problèmes, les retards prévus, l'incidence sur le calendrier et les mesures correctives proposées.
- .9 Le représentant ministériel effectuera des examens intermédiaires et évaluera l'avancement des travaux en fonction du calendrier approuvé. La fréquence de ces examens sera déterminée par le représentant ministériel. Aborder les éléments cernés par les examens et selon les directives du représentant ministériel, et prendre des mesures correctives. Mettre à jour le calendrier en conséquence.
- .10 Dans tous les cas, tout changement ou écart par rapport au calendrier des travaux, peu importe à quel point le risque ou l'impact sur la sécurité ou les inconvénients pour le locataire ou le public peuvent être minimes, sera soumis à un examen et à une approbation préalable par le représentant ministériel.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Administration

- .1 Soumettre au représentant ministériel les documents énumérés aux fins d'examen et tels qu'indiqués sur les dessins. Soumettre rapidement et dans une séquence ordonnée afin de ne pas retarder les travaux. Le fait de ne pas soumettre les documents en temps opportun n'est pas considéré comme une raison suffisante pour prolonger le délai du contrat, et aucune demande de prolongation pour cette raison ne sera acceptée.
- .2 Ne pas poursuivre les travaux concernés par la soumission de documents tant que l'examen n'est pas terminé.
- .3 Présenter des dessins d'atelier, des données sur les produits, des échantillons en unités métriques SI.
- .4 Lorsque les éléments ou l'information ne sont pas produits en unités métriques SI, les valeurs converties sont acceptables.
- .5 Examiner les documents soumis avant de les soumettre au représentant ministériel. Cet examen indique que les exigences nécessaires ont été déterminées et vérifiées, ou le seront, et que chaque soumission a été vérifiée et coordonnée avec les exigences des documents de travail et de contrat. Les soumissions non estampillées, signées, datées et déterminées quant à un projet précis seront retournées sans être examinées et seront considérées comme rejetées.
- .6 Aviser le représentant ministériel, par écrit au moment de la présentation, en indiquant les écarts par rapport aux exigences des documents contractuels et en indiquant les raisons des écarts.
- .7 Vérifier que les mesures sur le terrain et les travaux adjacents concernés sont coordonnés.
- .8 L'examen des soumissions par le représentant ministériel n'exonère pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des erreurs et des

omissions dans les soumissions.

- .9 L'examen par le représentant ministériel n'exonère pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des écarts dans les soumissions.
- .10 Conserver une copie révisée de chaque soumission sur place.

1.2 Dessins d'atelier et données sur les produits

- .1 Le terme « dessins d'atelier » désigne les dessins, diagrammes, illustrations, calendriers, tableaux de rendement, brochures et autres données qui doivent être fournis par l'entrepreneur pour illustrer les détails d'une partie des travaux.
- .2 Soumettre des dessins d'atelier portant le cachet et la signature d'un ingénieur qualifié enregistré ou autorisé dans la province de la Nouvelle-Écosse, au Canada.
- .3 Indiquer les matériaux, les méthodes de construction et de fixation ou d'ancrage, les plans de montage, les connexions, les notes explicatives et d'autres renseignements nécessaires à l'achèvement des travaux. Lorsque des articles ou des équipements sont fixés ou reliés à d'autres articles ou équipements, indiquer que ces articles ont été coordonnés, quelle que soit la section en vertu de laquelle les articles adjacents seront fournis et installés. Indiquer des renvois aux dessins de conception et aux spécifications.
- .4 Prévoir 14 jours pour permettre au représentant ministériel d'examiner chaque soumission.
- .5 Les ajustements apportés aux dessins d'atelier par le représentant ministériel ne visent pas à modifier le prix du contrat. Si les ajustements ont une incidence sur la valeur des travaux,

l'indiquer par écrit au représentant ministériel avant de procéder aux travaux.

- .6 Apporter des modifications aux dessins d'atelier que le représentant ministériel peut exiger, conformément aux documents contractuels. Pour une nouvelle soumission, aviser le représentant ministériel par écrit des révisions autres que celles demandées.
- .7 Accompagner les soumissions d'une lettre d'envoi, contenant ce qui suit :
 - .1 Date.
 - .2 Titre et numéro du projet.
 - .3 Nom et adresse de l'entrepreneur.
 - .4 Détermination et quantité de chaque ensemble de dessins d'atelier, données de produit et échantillons.
 - .5 Toute autre donnée pertinente.
- .8 Les soumissions comprennent ce qui suit :
 - .1 Date et dates de révision.
 - .2 Titre et numéro du projet.
 - .3 Nom et adresse des personnes suivantes :
 - .1 Sous-traitant.
 - .2 Fournisseur.
 - .3 Fabricant.
 - .4 Cachet de l'entrepreneur, signé par le représentant autorisé de l'entrepreneur certifiant l'approbation des soumissions, la vérification des mesures sur le terrain et la conformité aux documents contractuels.
 - .5 Détails des parties appropriées des travaux, le cas échéant :
 - .1 Fabrication.
 - .2 Mise en page, montrant les dimensions, y compris les dimensions sur le terrain définies, et les dégagements.
 - .3 Détails d'installation ou de montage.
 - .4 Capacités.
 - .5 Caractéristiques de rendement.
 - .6 Normes.
 - .7 Masse opérationnelle.
 - .8 Schémas de câblage.

- .9 Schémas unifilaires et diagrammes schématiques
- .10 Lien avec les travaux adjacents.

FIN DE SECTION

1.1 Définitions

- .1 SST de la N.-É. - La Loi sur la santé et la sécurité au travail de la N.-É.
- .2 Une personne compétente signifie une personne qui :
 - .1 est qualifiée en raison de ses connaissances personnelles, de sa formation et de son expérience pour effectuer le travail assigné d'une manière qui assurera la santé et la sécurité des personnes sur le lieu de travail;
 - .2 connaît bien les dispositions des lois et des règlements en matière de santé et de sécurité au travail qui s'appliquent aux travaux;
 - .3 connaît bien les dangers potentiels ou réels pour la santé ou la sécurité associés aux travaux.
- .3 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure pour laquelle un traitement médical a été fourni et dont le coût est couvert par la Commission des accidents du travail de la province où la blessure a été subie.
- .4 EPI : équipement de protection individuelle
- .5 Chantier : lorsqu'il est utilisé dans la présente section, il désigne les zones situées sur les lieux où les travaux sont entrepris, utilisées par l'entrepreneur pour effectuer toutes les activités associées à l'exécution des travaux.

1.2 Soumissions

- .1 Faire des soumissions conformément à la section 01 33 00.
- .2 Soumettre un plan de santé et de sécurité propre au site avant le début des travaux.
 - .1 Soumettre dans les 10 jours ouvrables suivant l'avis d'acceptation de l'offre.
 - .2 Le représentant ministériel examinera le plan de santé et de sécurité et formulera des commentaires.
 - .3 Réviser le plan au besoin et le soumettre de nouveau dans les 10 jours

- ouvrables suivant la réception des commentaires.
- .4 L'examen et les commentaires du représentant ministériel au sujet du plan ne doivent pas être interprétés comme un aval, une approbation ou une garantie implicite de quelque nature que ce soit par le Canada et ne réduisent pas la responsabilité globale de l'entrepreneur en matière de santé et de sécurité au travail.
 - .5 Soumettre les révisions et les mises à jour apportées au plan au cours des travaux.
-
- .3 Soumettre le nom du représentant désigné du site pour la santé et la sécurité, et les documents à l'appui précisés dans le plan de sécurité.
 - .4 Soumettre le permis de construction, les certificats de conformité et les autres permis obtenus.
 - .5 Soumettre une copie de la lettre de conformité de la commission provinciale des accidents du travail ou d'un autre service d'organisation syndicale.
 - .1 Soumettre une mise à jour de la lettre de conformité chaque fois que la date d'expiration survient pendant la période des travaux.
 - .6 Soumettre des copies des rapports ou des directives émis par les inspecteurs fédéraux, provinciaux et territoriaux de la santé et de la sécurité.
 - .7 Soumettre des copies des rapports d'incidents.
 - .8 Soumettre les fiches de données de sécurité (FDS) du SIMDUT.
-
- 1.3 Exigences de conformité
- .1 Se conformer à la loi sur la santé et la sécurité au travail de la province de la Nouvelle-Écosse et à son règlement.
 - .2 Se conformer à la partie II du *Code canadien*

du travail (intitulée Santé et sécurité au travail) ainsi qu'à tout autre règlement pris en vertu de la Loi.

- .1 Le *Code canadien du travail* peut être consulté à l'adresse suivante :
<https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/l-2/>
- .2 Une copie peut être obtenue à l'adresse suivante : Les Éditions du gouvernement du Canada
Services publics et Approvisionnement Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S9
Tél. : 819-956-4800 (1-800-635-7943)
Publication n° L31-85/2000 E ou F.

- .3 Respecter les mesures de sécurité en construction :
 - .1 de la partie 8 du *Code national du bâtiment*;
 - .2 de la commission provinciale des accidents du travail;
 - .3 des règlements et ordonnances municipaux.
- .4 En cas de conflit ou de divergence entre les exigences précisées ci-dessus, la plus stricte s'applique.
- .5 Maintenir l'indemnisation des travailleurs en règle pendant toute la durée du contrat. Fournir une preuve d'autorisation par la présentation d'une lettre de conformité.
- .6 Surveillance médicale : lorsque la loi ou le règlement le prescrit, obtenir et tenir à jour les documents de surveillance médicale des travailleurs.

1.4 Responsabilité

- .1 L'entrepreneur est responsable de la santé et de la sécurité des personnes sur le site, de la sécurité des biens sur le site, et de la protection des personnes et de l'environnement à proximité du site dans la mesure où ils peuvent être touchés par la conduite des travaux.
- .2 Assurer et faire respecter la conformité de

tous les travailleurs, sous-traitants et autres personnes ayant accès au chantier avec les exigences de sécurité des documents contractuels, des règlements administratifs, des règlements et des ordonnances fédéraux, provinciaux et locaux applicables, ainsi qu'avec le plan de santé et de sécurité propre au site.

1.5 Contrôle du site et accès au site .1

Contrôler les travaux et les points d'entrée sur le chantier. Approuver et accorder l'accès uniquement aux travailleurs et aux personnes autorisées. Arrêter et évacuer immédiatement les personnes non autorisées.

.1 Le représentant ministériel fournira les noms des personnes autorisées par lui-même à entrer sur le chantier et s'assurera que ces personnes ont les connaissances et la formation requises en matière de santé et de sécurité pertinentes à la raison pour laquelle elles se trouvent sur le site, mais l'entrepreneur demeure responsable de la santé et de la sécurité des personnes autorisées sur le chantier.

.2 Isoler le chantier des autres zones des lieux à l'aide de moyens appropriés.

.1 Ériger des clôtures, des panneaux, des barricades et installer un éclairage temporaire, au besoin, pour délimiter efficacement le chantier, empêcher les entrées non autorisées, protéger les piétons et la circulation automobile autour et à proximité de l'ouvrage et créer un environnement sécuritaire.

.2 Installer des panneaux aux points d'entrée et à d'autres endroits stratégiques indiquant un accès restreint et des conditions d'accès.

.3 Utiliser des panneaux faits par des professionnels avec un message bilingue dans les deux langues officielles ou des symboles graphiques connus à l'échelle internationale.

.3 Offrir une séance d'orientation sur la sécurité aux personnes autorisées à accéder au

chantier. Informer des dangers et des règles de sécurité à observer sur le site.

- .4 S'assurer que les personnes qui ont accès au site portent l'EPI approprié. Fournir de l'EPI aux autorités d'inspection qui ont besoin d'un accès pour effectuer des essais ou des inspections.
- .5 Sécuriser le chantier pour empêcher l'entrée lorsqu'il est inactif ou inoccupé et pour protéger les personnes contre les préjudices. Fournir un agent de sécurité là où une protection adéquate ne peut être obtenue par d'autres moyens.

1.6 Protection

- .1 Donner la priorité à la sécurité et à la santé des personnes et à la protection de l'environnement par rapport aux considérations de coût et de calendrier des travaux.
- .2 Si un risque ou une situation imprévu ou particulier lié à la sécurité devient évident pendant l'exécution des travaux, prendre immédiatement des mesures pour corriger la situation et prévenir les dommages ou les préjudices. Conseiller le représentant ministériel verbalement et par écrit.

1.7 Dépôt de l'avis

- .1 Déposer l'avis de projet auprès des autorités compétentes avant le début des travaux, le cas échéant.

1.8 Permis

- .1 Afficher les permis, les licences et les certificats de conformité, précisés à la section 01 11 00 - Instructions générales, sur le chantier.
- .2 Lorsqu'il est impossible d'obtenir un permis ou un certificat de conformité en particulier, aviser le représentant ministériel par écrit et obtenir l'autorisation de poursuivre avant d'effectuer la partie applicable des travaux.

1.9 Évaluations des dangers

- .1 Effectuer une évaluation des dangers liés à la santé et à la sécurité de l'ouvrage et de son site.

- .2 Effectuer l'évaluation initiale avant le début des travaux avec d'autres évaluations au besoin pendant l'avancement des travaux, y compris lorsque de nouveaux corps de métier et sous-traitants arrivent sur le site.
- .3 Consigner les résultats et les indiquer dans le plan de santé et de sécurité.
- .4 Conserver la documentation sur place pendant toute la durée des travaux.

1.10 Conditions du projet.1
ou du site

Voici les dangers potentiels pour la santé, l'environnement et la sécurité sur le site pour lesquels les travaux peuvent nécessiter un contact avec :

- .1 des conditions latentes connues du site et de l'environnement :
 - .1 Amiante
 - .2 Peinture au plomb
 - .3 Électricité
 - .4 Excréments de rongeurs
 - .5 Silice
- .2 Opérations en cours de l'installation :
 - .1 Les éléments ci-dessus ne doivent pas être interprétés comme étant complets et incluant les dangers potentiels pour la santé et la sécurité rencontrés pendant les travaux.
 - .2 Inclure les éléments ci-dessus dans l'évaluation des dangers des travaux.

1.11 Réunions

- .1 Tenir une réunion préalable à la construction sur la santé et la sécurité, convoquée et présidée par l'entrepreneur général, avant le début des travaux. Veiller à ce que soient présents :
 - .1 le surintendant des travaux
 - .2 le représentant désigné du site pour la santé et la sécurité
 - .3 les sous-traitants
- .2 Tenir régulièrement des réunions de chantier et des réunions sur la sécurité pendant les travaux, conformément aux règlements sur la santé et la sécurité au travail.

- .3 Conserver les documents sur place.
- 1.12 Plan de santé et de sécurité .1 Avant le début des travaux, élaborer un plan de santé et de sécurité et un plan de contrôle de la sécurité écrits propres aux travaux. Mettre en œuvre, maintenir et appliquer le plan pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la démobilisation finale du site.
- .2 Le plan de santé et de sécurité doit comprendre les éléments suivants :
- .1 Liste des risques pour la santé et la sécurité définis par l'évaluation des dangers.
 - .2 Mesures de contrôle utilisées pour atténuer les risques et les dangers cernés.
 - .3 Plan d'intervention d'urgence et de secours sur place, tel que précisé ci-dessous.
 - .4 Plan de communication sur place, tel que précisé ci-dessous.
 - .5 Le nom du représentant de l'entrepreneur désigné du site pour la santé et la sécurité et des renseignements démontrant ses compétences et son rapport hiérarchique dans l'entreprise de l'entrepreneur.
 - .6 Les noms, les compétences et le rapport hiérarchique des autres membres du personnel de supervision employés dans le cadre des travaux à des fins de santé et de sécurité au travail.
- .3 Le plan d'intervention d'urgence et de secours sur place doit comprendre :
- .1 Les procédures opérationnelles, les mesures d'évacuation et le processus de communication qui seront mis en œuvre en cas d'urgence.
 - .2 Le plan d'évacuation : aménagement du site et plan d'étage montrant les voies d'évacuation, les zones de rassemblement. Les détails sur les méthodes de notification d'alarme, les exercices d'incendie, l'emplacement de l'équipement de lutte contre les

- incendies et d'autres données connexes.
- .3 Les noms, fonctions et responsabilités des personnes désignées comme agents de secours d'urgence et suppléants.
- .4 Les personnes-ressources en cas d'urgence : nom et numéro de téléphone des représentants :
 - .1 de l'entrepreneur général et des sous-traitants;
 - .2 des ministères et autorités fédéraux et provinciaux compétents;
 - .3 des organisations locales de ressources d'urgence.
- .5 Harmoniser le plan avec le plan d'intervention d'urgence et d'évacuation des installations. Le représentant ministériel fournira les données pertinentes, y compris le nom des personnes-ressources de l'APC et de la gestion des installations.
- .4 Plan de communication sur place :
 - .1 Procédures de communication de renseignements sur la sécurité liés aux travaux aux travailleurs et aux sous-traitants, y compris les mesures d'urgence et d'évacuation.
 - .2 Liste des activités essentielles, à communiquer au gestionnaire des installations, qui présentent un risque de mettre en danger la santé et la sécurité des utilisateurs des installations.
- .5 Traiter de toutes les activités des travaux, y compris celles des sous-traitants.
- .6 Examiner régulièrement le plan de santé et de sécurité pendant les travaux. Mettre à jour lorsque les conditions le justifient pour faire face aux risques et aux dangers émergents, par exemple chaque fois que de nouveaux corps de métier ou sous-traitants arrivent sur le chantier.
- .7 Le représentant ministériel répondra par écrit lorsque des lacunes ou des préoccupations sont notées et peut demander une nouvelle

soumission du plan avec correction des lacunes ou des préoccupations.

- .8 Afficher une copie du plan et des mises à jour bien en vue sur le chantier.

1.13 Supervision de la sécurité

- .1 Employer un représentant du site pour la santé et la sécurité responsable de la supervision quotidienne de la santé et de la sécurité dans le cadre des travaux. Le représentant recevra une formation sur les procédures et les pratiques en matière de santé et de sécurité au travail.

- .2 Le représentant du site pour la santé et la sécurité peut être le surintendant des travaux ou une autre personne désignée par l'entrepreneur et se voit attribuer la responsabilité et le pouvoir de :

- .1 Mettre en œuvre, surveiller et faire respecter quotidiennement les exigences en matière de santé et de sécurité dans le cadre des travaux.
- .2 Surveiller et appliquer le plan de santé et de sécurité propre au site de l'entrepreneur.
- .3 Donner une séance d'orientation sur la sécurité du site aux personnes autorisées à accéder au chantier.
- .4 S'assurer que les personnes autorisées à accéder au site sont bien informées et formées en matière de santé et de sécurité pour leurs activités sur le site ou qu'elles sont escortées par une personne compétente sur le chantier.
- .5 Faire cesser les travaux si cela est jugé nécessaire pour des raisons de santé et de sécurité.

- .3 Le représentant du site pour la santé et la sécurité doit :

- .1 Être une personne qualifiée et compétente en santé et sécurité au travail.
- .2 Avoir une expérience de travail liée au site propre aux activités des travaux.
- .3 Être sur le chantier en tout temps pendant l'exécution des travaux.

- .4 Tout le personnel de supervision affecté aux travaux doit également être compétent.
- .5 Inspections :
 - .1 Effectuer des inspections de sécurité régulières dans le cadre des travaux sur une base minimale bihebdomadaire. Consigner les lacunes et les mesures correctives prises.
 - .2 Effectuer des inspections officielles au moins une fois par mois. Utiliser des formulaires d'inspection de sécurité normalisés. Distribuer aux sous-traitants.
 - .3 Assurer le suivi et s'assurer que des mesures correctives sont prises.
- .6 Collaborer avec le représentant en santé et sécurité au travail des installations s'il y en a un désigné par le représentant ministériel.
- .7 Conserver les rapports d'inspection et la documentation relative à la supervision sur place.

1.14 Formation

- .1 Employer uniquement des travailleurs qualifiés sur le chantier qui sont bien formés sur les procédures et les pratiques de santé et de sécurité au travail pertinentes à la tâche qui leur est assignée.
- .2 Tenir à jour les dossiers des employés et les preuves de la formation reçue. Mettre les données à la disposition du représentant ministériel sur demande.
- .3 Lorsqu'un danger ou des conditions imprévus ou particuliers liés à la sécurité surviennent pendant l'exécution des travaux, suivre les procédures en place pour le droit de l'employé de refuser le travail conformément aux lois et règlements de la province ayant compétence et en informer le représentant ministériel verbalement et par écrit.

1.15 Règles minimales de sécurité du site

- .1 Nonobstant l'obligation de se conformer aux règlements fédéraux et provinciaux en matière

de santé et de sécurité; s'assurer que les personnes autorisées à accéder au chantier respectent les règles de sécurité minimales suivantes :

- .1 Porter l'EPI approprié pertinent aux travaux ou à la tâche assignée; le minimum étant le casque de sécurité, les chaussures de sécurité, les lunettes de sécurité, la protection de l'ouïe et les vêtements de travail de haute visibilité.
- .2 Signaler immédiatement les conditions dangereuses sur le site, les accidents évités de justesse, les blessures et les dommages.
- .3 Maintenir le site et les aires d'entreposage dans un état bien rangé, exempts de dangers causant des blessures.
- .4 Obéir aux panneaux d'avertissement et aux étiquettes de sécurité.

- .2 Informer les personnes des protocoles disciplinaires à suivre pour non-conformité. Afficher les règles sur le site.

1.16 Correction de la non-conformité

- .1 Traiter immédiatement les problèmes de non-conformité en matière de santé et de sécurité déterminés par l'autorité compétente ou par le représentant ministériel.
- .2 Fournir au représentant ministériel un rapport écrit des mesures prises pour corriger la non-conformité des problèmes de santé et de sécurité repérés.
- .3 Le représentant ministériel arrêtera les travaux si le non-respect des règles de santé et de sécurité n'est pas corrigé en temps opportun.

1.17 Signalement des incidents

- .1 Enquêter sur les incidents suivants et les signaler au représentant ministériel :
 - .1 Incidents nécessitant un avis au ministère provincial de la Santé et de la sécurité au travail, à la Commission des accidents du travail ou à un autre organisme de réglementation.

- .2 Blessures nécessitant des soins médicaux.
 - .3 Dommages matériels de plus de 10 000 \$.
 - .4 Interruptions du fonctionnement des installations entraînant une perte opérationnelle pour un ministère fédéral de plus de 5 000 \$.
- .2 Soumettre le rapport par écrit.
- 1.18 Produits dangereux
 - .1 Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
 - .2 Conserver les fiches de données de sécurité (FDS) pour tous les produits livrés sur place.
 - .1 Afficher sur place.
 - .2 Soumettre une copie au représentant ministériel.
 - .3 Pour les travaux intérieurs dans une installation occupée, afficher une copie supplémentaire dans un ou plusieurs endroits accessibles au public.
- 1.19 Dynamitage
 - .1 Le dynamitage ou toute autre utilisation d'explosifs n'est pas autorisé sur place sans avoir reçu au préalable l'autorisation écrite et les instructions du représentant ministériel.
- 1.20 Fixateurs à cartouches
 - .1 N'utiliser des fixateurs à cartouches qu'après avoir reçu l'autorisation écrite du représentant ministériel.
- 1.21 Espaces clos
 - .1 Respecter les règlements en matière de santé et de sécurité au travail concernant les travaux dans des espaces clos.
 - .2 Obtenir un permis d'entrée conformément à la partie XI du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail* pour entrer dans un espace clos défini existant situé dans les installations ou sur les lieux des travaux.
 - .1 Obtenir un permis auprès du gestionnaire des installations.
 - .2 Conserver une copie du permis délivré.
 - .3 Sécurité pour les inspecteurs :

- .1 Fournir de l'EPI et une formation au représentant ministériel et aux autres personnes qui ont besoin d'entrer dans un espace clos pour effectuer des inspections.
- .2 Être responsable de l'efficacité de l'équipement et de la sécurité des personnes lors de leur entrée et de leur présence dans l'espace clos.

1.22 Dossiers du site

- .1 Conserver sur place une copie de la documentation et des rapports liés à la sécurité qui doivent être produits conformément aux lois et règlements des autorités compétentes et des documents précisés dans les présentes.
- .2 Sur demande, mettre ces documents à la disposition du représentant ministériel ou de l'agent de sécurité autorisé aux fins d'inspection.

1.23 Affichage des documents

- .1 S'assurer que les points, les articles, les avis et les ordres applicables sont affichés à un endroit bien en vue sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente.
- .2 Afficher d'autres documents comme indiqué dans les présentes, y compris les suivants :
 - .1 Plan de santé et de sécurité propre au site
 - .2 Fiches de données de sécurité du SIMDUT
 - .3 Rapports d'incidents
 - .4 Procès-verbaux des réunions de chantier et des réunions sur la sécurité

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|---|----|--|
| <u>1.1 Préséance</u> | .1 | Pour les projets du gouvernement fédéral, les sections de la division 1 ont préséance sur les sections de spécifications techniques dans d'autres divisions du présent manuel de projet. |
| <u>1.2 Feux</u> | .1 | Les feux et le brûlage de rebuts sur le site ne sont pas autorisés. |
| <u>1.3 Élimination des déchets</u> | .1 | Ne pas enfouir de rebuts ni de déchets sur le site à moins d'avoir reçu l'approbation du représentant ministériel. |
| | .2 | Ne pas éliminer de déchets ni de matières volatiles, comme les essences minérales, l'huile ou les diluants, dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires. |
| | .3 | Les démolitions sélectives retirées du site deviennent la propriété de l'entrepreneur. Éliminer les matériaux de construction ou de démolition non contaminés qui ne peuvent être recyclés ou réutilisés, dans un lieu d'élimination des débris de construction et de démolition approuvé. |
| <u>1.4 Exigences générales</u> | .1 | Les travaux prévus dans le cadre du présent contrat doivent être effectués dans un lieu historique national, et la protection de l'environnement doit être une priorité élevée pour tout le personnel participant aux travaux. |
| <u>1.5 Configuration et utilisation du site</u> | .1 | Toutes les activités du site liées à la construction doivent se restreindre aux limites définies du projet. |
| | .2 | Le chantier doit être équipé d'installations sanitaires appropriées et bien entretenues. |
| | .3 | Les ordures doivent être ramassées et retirées quotidiennement du chantier. Tous les matériaux doivent être enlevés, transportés et éliminés conformément aux lignes directrices et/ou aux règlements provinciaux et municipaux existants sur l'élimination des déchets solides des parcs. |

- .4 Il est interdit de laisser des détritrus sur le site.
- .5 Les lieux d'entreposage temporaire, les aires de stationnement et les aires de demi-tour pour l'équipement et les véhicules de l'entrepreneur seront limités aux zones convenues et désignées par le représentant ministériel.

1.6 Entreposage et
manutention des
carburants et des
liquides dangereux

- .1 Faire preuve de prudence dans la manutention des carburants ou des matières dangereuses afin de réduire au minimum les risques de déversements. Signaler immédiatement tout déversement au représentant ministériel. L'entrepreneur est tenu d'intervenir immédiatement en cas de déversement afin de minimiser les dommages environnementaux et est responsable du nettoyage, de la réparation ou de la remise en état à la suite de tout déversement à la satisfaction du représentant ministériel.
- .2 Fournir et entretenir sur place du matériel d'intervention d'urgence pour contenir les déversements et réduire au minimum les dommages environnementaux (p. ex. le produit absorbant), avec l'approbation du représentant ministériel. L'élimination de tous les matériaux contaminés doit se faire hors site dans une installation approuvée.
- .3 Les marchandises dangereuses, dont le rejet dans l'environnement pourrait avoir des effets néfastes, doivent être entreposées et manipulées d'une manière qui tient dûment compte des travailleurs et de la sécurité publique, ainsi que de la protection de l'environnement.
- .4 Aucune matière toxique pour les poissons ou toute vie aquatique ne doit être autorisée à pénétrer dans un cours d'eau, une rivière ou un lac. Cela comprend, sans toutefois s'y limiter, les lubrifiants, les carburants, les liquides d'essai, les insecticides, les détergents, les herbicides, le ciment, la

chaux ou le béton.

- .5 La gestion des carburants, des lubrifiants et des produits chimiques doit satisfaire aux exigences du ministère de l'Environnement et de la Conservation de Terre-Neuve-et-Labrador et à tous les autres règlements provinciaux et fédéraux pertinents.
- .6 Les conteneurs de stockage de carburant doivent être accompagnés de structures imperméables qui assurent le confinement de 125 % de la capacité du conteneur en cas de fuite ou de déversement.
- .7 Toutes les opérations de ravitaillement et de lubrification doivent comprendre des mesures de protection telles que des bacs récepteurs, afin de réduire le risque de déversement de produits pétroliers dans l'environnement.
- .8 Il est impératif de communiquer immédiatement avec le représentant ministériel et l'agent de protection de l'environnement (APE) du parc après un déversement de carburant ou de lubrifiant, et après qu'une quantité quelconque d'autres produits chimiques s'est échappée.
- .9 Le stockage de tout carburant ne doit avoir lieu que dans des endroits déjà approuvés et avec le consentement du parc. On s'attend à ce que l'entrepreneur soit prêt à effectuer le confinement et le nettoyage de tous les déversements liés aux travaux.
- .10 L'entreposage de matières dangereuses, y compris d'explosifs, n'est pas autorisé, sauf pour les quantités qui doivent normalement être utilisées au cours d'une journée de travaux et qui ne sont pas autorisées à être stockées.

1.7 Reliques et antiquités

- .1 Les reliques, les antiquités et les objets d'intérêt historique ou scientifique, comme les pierres angulaires et les contenus, les plaques commémoratives, les tablettes avec inscriptions et les objets similaires trouvés sur place ou dans des structures à démolir,

demeurent la propriété du Canada. Protéger ces articles et demander des directives au représentant ministériel.

- .2 Aviser immédiatement le représentant ministériel si des preuves de trouvailles archéologiques sont découvertes pendant la construction et attendre ses instructions écrites avant de poursuivre les travaux dans cette zone.

1.9 Bois traité

- .1 Les travailleurs doivent être informés des risques possibles pour la santé associée à l'exposition au bois traité à l'ACC ou à la créosote ainsi que des pratiques sécuritaires recommandées pour la manipulation de ces matériaux.
- .2 L'élimination des déchets de bois traités, y compris la sciure de bois, doit se faire à l'extérieur du site et conformément à tous les règlements provinciaux et municipaux applicables.

1.10 Urgence ou incident environnemental

- .1 En cas d'urgence ou d'incident environnemental tel que :
 - .1 Déversement de produits chimiques ou de pétrole;
 - .2 Émission de gaz toxiques ou caustiques;
 - .3 Déversement de matières dangereuses;
 - .4 Déversement d'eaux usées;
 - .5 Présence d'eau contaminée dans les cours d'eau.
 - .6 L'entrepreneur ou ses employés doivent immédiatement :
 - .1 Aviser le surintendant des travaux de l'entrepreneur.
 - .2 Appeler les services d'urgence locaux et indiquer le type d'urgence.
 - .3 Aviser le représentant ministériel et l'agent de protection de l'environnement (APE) du parc.

1.11 Déclassement du site

- .1 À moins d'obtenir l'autorisation préalable du représentant ministériel, l'ensemble de l'équipement, des installations et des matériaux de l'entrepreneur doit être retiré

du parc à la fin de chaque phase des travaux,
ou si les travaux sont suspendus en raison de
conditions météorologiques ou d'autres
circonstances, à la suspension des travaux.

- .2 Toutes les zones du chantier doivent être
remises dans un état propre et bien rangé au
moment de l'abandon du chantier.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Préséance

- .1 Pour les projets du gouvernement fédéral, les sections de la division 1 ont préséance sur les sections de spécifications techniques dans d'autres divisions du présent manuel de projet.

1.2 Propreté du chantier

- .1 Maintenir le chantier dans un état bien rangé, exempt d'accumulation de déchets et de débris, y compris ceux causés par le propriétaire ou d'autres entrepreneurs.
- .2 Enlever les déchets du site à des heures régulières ou les éliminer selon les directives du représentant ministériel. Ne pas brûler de déchets sur place.
- .3 Prendre des dispositions avec les autorités compétentes en matière d'élimination des déchets et des débris et obtenir des permis de leur part.
- .4 Fournir des conteneurs sur place pour la collecte des déchets et des débris.
- .5 Fournir et utiliser des bacs séparés clairement marqués pour le recyclage.
- .6 Enlever les déchets et les débris du site et les déposer dans un conteneur à déchets à la fin de chaque journée de travail.
- .7 Entreposer les déchets volatils dans des conteneurs métalliques couverts et les retirer des lieux à la fin de chaque journée de travail.
- .8 Éliminer les déchets et les débris hors site dans des installations approuvées.

1.3 Nettoyage final

- .1 Lorsque les travaux sont effectués en grande partie, enlever les produits, les outils, les machines de construction et l'équipement excédentaires qui ne sont pas nécessaires à l'exécution des travaux restants.

- .2 Enlever les déchets et les débris autres que ceux causés par d'autres, et laisser le chantier propre et apte à être occupé.
- .3 Avant l'examen final, enlever les produits, outils, machines et équipements de construction excédentaires.
- .4 Enlever les déchets du site à des heures régulières ou les éliminer selon les directives du représentant ministériel. Ne pas brûler de déchets sur place.
- .5 Prendre des dispositions avec les autorités compétentes en matière d'élimination des déchets et des débris et obtenir des permis de leur part.
- .6 Balayer, nettoyer et laver les promenades extérieures, les marches et les surfaces; ratisser et nettoyer les autres surfaces des terrains.
- .7 Enlever la saleté et les autres préjudices esthétiques sur les surfaces extérieures.
- .8 Balayer et laver les zones pavées.
- .9 Essuyer et dépoussiérer toutes les surfaces intérieures à proximité des travaux à la satisfaction du représentant ministériel.
- .10 Nettoyer les surfaces en verre (intérieures et extérieures) à proximité des travaux à la satisfaction du représentant ministériel.
- .11 Nettoyer les surfaces de plancher touchées par les travaux à la satisfaction du représentant ministériel.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Préséance

- .1 Pour les projets du gouvernement fédéral, les sections de la division 1 ont préséance sur les sections de spécifications techniques dans d'autres divisions du présent manuel de projet.

1.2 Inspection et déclaration

- .1 Inspection de l'entrepreneur : l'entrepreneur et tous les sous-traitants doivent effectuer une inspection des travaux, déterminer les lacunes et les défauts, et réparer au besoin pour se conformer aux documents contractuels.
 - .1 Aviser par écrit le représentant ministériel de l'exécution satisfaisante de l'inspection de l'entrepreneur et que des corrections ont été apportées.
 - .2 Demander l'inspection du représentant ministériel.
- .2 Inspection du représentant ministériel : le représentant ministériel et l'entrepreneur effectueront une inspection des travaux afin de déceler les défauts ou les lacunes manifestes. L'entrepreneur doit corriger l'ouvrage en conséquence.
- .3 Achèvement : soumettre un certificat écrit attestant que :
 - .1 Les travaux ont été achevés et inspectés pour vérifier qu'ils sont conformes aux documents contractuels.
 - .2 Les défauts et les lacunes ont été corrigés.
 - .3 Le fonctionnement des systèmes, s'il y a lieu, a été démontré au personnel du représentant ministériel.
 - .4 Les travaux sont terminés et prêts pour l'inspection finale.
- .4 Inspection finale : lorsque les éléments mentionnés ci-dessus sont terminés, demander l'inspection finale des travaux par le représentant ministériel, en collaboration avec l'entrepreneur. Si les travaux sont jugés incomplets par le représentant ministériel, achever les éléments en suspens et demander

une nouvelle inspection.

- .5 Dessins de contrat et dessins d'atelier :
marquer lisiblement chaque élément pour
consigner la construction réelle, y compris :
 - .1 L'emplacement mesuré des services publics
internes et des accessoires connexes, en
fonction des éléments visibles et
accessibles de la construction.
 - .2 Les changements de dimension et de
détails sur le terrain.
 - .3 Les modifications apportées selon les
ordres de modification.
 - .4 Les détails qui ne figurent pas sur les
dessins de contrat originaux.
 - .5 Les références à des dessins d'atelier et
modifications connexes.

FIN DE SECTION

